

2018-UNAT-878, Pinto

Décisions du TANU ou du TCNU

Unat a jugé que UNDT avait commis une erreur en trouvant les manuels d'embauche liant l'administration, confirmant néanmoins que la dépendance du gestionnaire d'embauche à l'égard de la liste restreinte préparée par le CSS / OSU constituait une irrégularité procédurale en termes de section 7. 4 de ST / AI / 2010 / 3, qui jouit incontestablement de l'autorité juridique contraignante. Unat a jugé que de telles irrégularités ne se traduisent que par la résiliation d'une décision de non-sélection ou de la décision de ne pas présélectionner un candidat au cas où le candidat aurait une chance significative, qui n'a pas pu être vérifiée dans ce cas, la même logique étant applicable à la rémunération pour les dommages matériels dus à la perte d'une «chance». Unat a jugé que Undt avait commis une erreur en accordant des dommages moraux à Mme Pinto, étant donné l'absence de preuves concrètes de préjudice. Non soutenu l'appel et annulé le jugement de l'UND.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Jugement de l'UNT: le demandeur a contesté le processus d'évaluation qui a conduit à la décision d'UNOG de ne pas la considérer pour un test d'évaluation et un entretien à la suite de la demande à l'ouverture d'emploi. UNDT a constaté que le requérant n'avait pas reçu une contrepartie complète et équitable. UNDT a ordonné la résiliation de la décision de ne pas présélectionner le demandeur et a accordé sa rémunération pour dommages-intérêts moraux.

Principe(s) Juridique(s)

Le Secrétaire général a un large pouvoir discrétionnaire dans la prise de décisions concernant les promotions et les nominations. Ce n'est pas le rôle de UNT et unat pour remplacer la décision du Secrétaire général concernant les processus de sélection. Le fardeau de la preuve réside sur le candidat qui remet en question le

processus de sélection. La preuve doit montrer des preuves claires et convaincantes qu'il n'a pas reçu une considération complète et équitable de sa candidature, les procédures applicables n'ont pas été suivies, les membres du panel ont présenté un biais, ou du matériel non pertinent a été pris en compte, ou des matériaux pertinents ignorés . Les manuels d'embauche ne sont pas liés à l'administration. Selon la jurisprudence de l'UNAT établie, «les règles, politiques ou procédures destinées à la demande générale ne peuvent être établies que par des bulletins et des émissions administratifs de SG dûment promulgués». Une irrégularité dans la procédure de sélection énoncée dans ST / AI / 2010/3 ne fait que la récurrence d'une décision de non-sélection ou une décision de ne pas présélectionner le candidat si le candidat aurait eu une chance importante de sélection. La même logique s'applique à la rémunération des dommages matériels dues à la perte d'une «chance» de sélection qui, selon la jurisprudence Unat, devient trop spéculative où la chance est inférieure à dix pour cent. Une simple violation de la procédure n'est pas suffisante pour justifier des dommages moraux en l'absence de preuves concrètes de préjudice.

Résultat

Appel accordé

Applicants/Appellants

Pinto

Entité

ONUG

Numéros d'Affaires

2018-1171

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

10 Fév 2020

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compensation

Preuve du préjudice

Sélection du personnel (non-sélection/non-promotion)

Admissibilité

Examen complet et équitable

Décision de sélection

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/2010/3

TCNU Statut

- Article 10.5(b)

Jugements Connexes

UNDT/2018/020